

# Les mesures européennes face à la crise énergétique critiquées par le FMI

**SOUTIENS** Pour le Fonds monétaire international, les gouvernements européens répètent les erreurs de 2022 avec des aides trop généralisées qui risquent de peser sur les budgets et l'endettement

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Depuis le début de la guerre contre l'Iran, les prix du pétrole se maintiennent à des niveaux très élevés. Le 29 avril, le baril de Brent a même atteint un nouveau sommet, à 126 dollars, face à la perspective d'un prolongement du blocage du détroit d'Ormuz. Pour contrer l'envolée des prix de l'énergie, de nombreux gouvernements de l'Union européenne ont mis en place des mesures de soutien pour atténuer ses effets sur les entreprises et les particuliers, comme en 2022.

Mais selon une étude du Fonds monétaire international (FMI), citée par le *Financial Times* dimanche, deux tiers de ces aides ne sont pas ciblées. Un choix qui, d'après Alfred Kammer, directeur du département Europe du FMI s'exprimant dans le quotidien britannique, risque d'entraîner une augmentation des charges fiscales à long terme face à la difficulté de couper ces aides. Selon lui, les gouvernements n'ont pas tiré les leçons de la crise de 2022.

Dans une note parue mi-avril, celui-ci tirait déjà la sonnette d'alarme, soulignant par ailleurs que des mesures indiscriminées

profitent davantage aux ménages les plus riches car ils consomment davantage d'énergie. «Lors de la crise de 2022, les pouvoirs publics européens ont dépensé en moyenne 2,5% du produit intérieur brut (PIB) pour des dispositifs de soutien à l'énergie – dont plus de deux tiers n'étaient pas ciblés. Selon les analyses du FMI, indemniser les 40% des ménages les moins aisés pour la totalité de la hausse des prix de l'énergie n'aurait nécessité que 0,9% du PIB», écrivait-il.

Mais le FMI n'est pas le seul à se montrer critique sur le déploiement d'aides généralisées. Le 20 avril, Christine Lagarde, directrice de la Banque centrale européenne, insistait elle aussi sur la nécessité de mettre en place des mesures ciblant les plus modestes et limitées dans le temps.

## Espagne et Allemagne parmi les plus dépensiers

Selon le centre de réflexion bruxellois Bruegel qui tient un décompte des mesures prises, les gouvernements européens (Royaume-Uni inclus) ont engagé 10,46 milliards d'euros (9,59 milliards de francs) en mesures de soutien. Les pays les plus dépensiers étant l'Espagne et l'Allemagne. Fin mars, Madrid a mis en place un plan anti-inflation, comprenant une baisse de la TVA sur les carburants, le gaz et le pétrole, pour un montant total de 5 milliards d'euros. Depuis vendredi, l'Allemagne

applique elle aussi une baisse de taxe généralisée sur l'essence qui doit courir jusqu'à fin juin.

D'autres gouvernements, comme la France, se montrent nettement plus mesurés dans leurs approches par rapport à 2022. Dans un premier temps, Paris a déployé un plan de soutien de 70 millions d'euros pour les transporteurs routiers, les pêcheurs et les agriculteurs. Mais le gouvernement français vient d'élargir ses aides à d'autres secteurs et certains travailleurs modestes. Coût estimé: 180 millions d'euros pour le mois de mai.

# 10,46

Les gouvernements européens ont déboursé 10,46 milliards d'euros pour des mesures de soutien, d'après Bruegel.

Ces mesures provoquent l'inquiétude du fait de la situation budgétaire et du niveau d'endettement de certains pays européens. Depuis le début du conflit, les rendements obligataires souverains des pays européens ont aussi pris l'ascenseur, renforçant le coût de la dette publique. Les critiques de ces mesures de soutien craignent par ailleurs qu'elles aient un effet inflationniste, ainsi que le retard qu'elles pourraient induire sur la transition énergé-

tique et les politiques nécessaires pour réduire la dépendance aux hydrocarbures importés.

## Taxe sur les profits des énergéticiens

Cependant, la semaine passée, l'UE a assoupli ses règles concernant les aides aux entreprises pour permettre à ses pays membres de soutenir davantage les secteurs touchés, particulièrement les transports, l'agriculture et la pêche. Les gouvernements pourront donc notamment compenser jusqu'à 70% des surcoûts subis pour le carburant mais aussi les engrais. Ce régime est néanmoins limité dans le temps et est prévu pour durer jusqu'à la fin de l'année.

Certains Etats demandent néanmoins la mise en place de mesures destinées à contrebalancer ces dépenses. Mi-avril, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, et l'Autriche appelaient la Commission européenne à mettre en place une taxe sur les bénéfices exceptionnels des entreprises énergétiques au niveau de l'UE. Une mesure déjà déployée en 2022.

Il y a 4 ans, certains pays, dont l'Espagne et le Royaume-Uni, avaient adopté de telles taxes, toujours en vigueur aujourd'hui. En France, le débat a été relancé après la publication des résultats de Total pour le premier trimestre. Le groupe a enregistré un bénéfice de 5,8 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de 51% sur un an. ■